

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1936-1939

- 17 — 14. mars — Lois relatives au recrutement de l'armée. (Arrêté de promulgation n° 231 du 1^{er} mai 1939). 215

1939

- 26 mars — Décret portant organisation du service radioélectrique colonial. (Arrêté de promulgation n° 236 du 4 mai 1939). 216
- 26 mars — Décret portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriques coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 237 du 4 mai 1939). 217
- Avis modificatif à l'annexe I au décret du 19 mai 1928 relatif à la réglementation de la circulation aérienne. (Arrêté de promulgation n° 235 du 4 mai 1939). 222

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 1^{er} mai — Règlement concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire 223
- 2 mai — N° 232 bis — Arrêté fixant l'horaire du service hebdomadaire du courrier aérien. 224
- 4 mai — N° 240 — Arrêté portant création de subdivisions autonomes (Tsévié, Bassari et Lama-Kara). 225
- 16 mai — N° 265 — Arrêté nommant la commission chargée de donner son avis sur la liste des établissements de crédits dont les opérations peuvent être dispensées du visa prévu par le décret du 9 octobre 1936. 225
- 16 mai — N° 266 — Arrêté désignant les fonctionnaires habilités à viser les actes sous seings privés constituant des prêts d'argent. 225
- Nominations, mutations, etc... concernant le personnel. 226
- Divers 226

Textes publiés à titre d'information :

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 10 mars — Arrêté ministériel relatif à l'admission du diplôme d'ingénieur des arts et métiers dans la liste des titres exigés par l'arrêté du 17 juin 1938 pour le concours des adjoints des services civils. 230

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

- Cours officiel des changes. 230
- Bulletin météorologique. 231

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Armée

ARRETE N° 231 promulguant au Togo les lois des 17 mars 1936 et 14 mars 1939 relatives au recrutement de l'armée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée, promulguée au Togo par arrêté n° 429 du 7 août 1929;

Vu les lois des 17 mars 1936 et 14 mars 1939 relatives au recrutement de l'armée;

Vu le radiotélégramme n° 8 en date du 29 avril 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les

lois des 17 mars 1936 et 14 mars 1939 relatives au recrutement de l'armée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

(Voir textes des lois aux J. O. R. F. année 1936 page 3034 année 1939 pages 3438 et 3439).

Service radioélectrique colonial

ARRETE N° 236 promulguant au Togo le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial;

ARRETE.

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 mars 1939 portant organisation du service radioélectrique colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 26 mars 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le bon fonctionnement des transmissions radioélectriques aux colonies présente, au point de vue de la défense nationale, un intérêt de tout premier ordre. Il importe donc que dès le temps de paix les radio-communications soient adaptées dans toute la mesure du possible au rôle capital qu'elles seraient appelées à remplir en temps de guerre.

Or, actuellement aucune disposition d'ensemble ne régit les services radioélectriques d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

Il en résulte un manque d'homogénéité et une dispersion des efforts susceptibles de compromettre, en cas de conflit, la sécurité des transmissions dans nos possessions d'outre-mer.

Il importe donc de procéder sans retard à une organisation de ces services dans le cadre d'un statut commun et de fixer avec précision leur rôle et leurs attributions en temps de paix comme en temps de guerre.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint, que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature. Au cas où vous en approuveriez les termes, je vous serais reconnaissant, monsieur le Président, de bien vouloir le revêtir de votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 29 juillet 1925 relatif à l'exploitation en temps de paix et en temps de guerre des stations radioélectriques;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1936 portant attribution des ministères de l'air et des colonies en matière d'aéronautique civile dans les colonies et pays de protectorat relevant du département des colonies;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent décret fixe pour le temps de paix et le temps de guerre l'organisation des transmissions radioélectriques des colonies autonomes, groupes de colonies et territoires sous mandat.

L'ensemble de ces transmissions à l'exception de celles relevant, à la date de promulgation du présent décret, de l'autorité militaire et d'autres départements ministériels est constitué en un service radioélectrique colonial qui comprend les services radioélectriques des colonies et le service radioélectrique du département. Les dépenses occasionnées par les services radioélectriques des colonies restent à la charge des budgets généraux et locaux.

ART. 2. — Dans chaque colonie autonome, groupe de colonies ou territoires sous mandat les services radioélectriques sont en principe organisés en temps de paix en vue de leur adaptation aux besoins du temps de guerre. Les chefs de colonie prennent à cet égard toutes dispositions utiles, d'accord avec l'autorité militaire.

ART. 3. — En temps de paix les services radioélectriques des colonies sont chargés de l'exploitation de toutes les stations assurant les services de radio-communication, de radiodiffusion et de protection de la navigation maritime et aérienne et du contrôle de tous les postes privés.

ART. 4. — Les services radioélectriques des colonies sont placés en principe sous l'autorité de chefs de service relevant directement des gouverneurs généraux ou gouverneurs.

Ceux-ci fixent, par arrêté soumis à l'approbation préalable du ministre, le détail de l'organisation du service.

ART. 5. — Dans chaque colonie autonome ou groupe de colonies le chef de service est un fonctionnaire appartenant à un cadre général d'ingénieurs radioélectriciens organisé par décret. Il est nommé par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur après avis du ministre des colonies.

ART. 6. — La marche de l'ensemble de ces services est assurée par des fonctionnaires et agents appartenant aux catégories suivantes :

Cadre général des ingénieurs radioélectriciens.

Cadres locaux de la T. S. F.

Cadres spéciaux.

Personnel contractuel.

ART. 7. — Le service radioélectrique du département relève de la direction des affaires économiques. Il est chargé de suivre le fonctionnement des services radioélectriques des colonies, de centraliser et d'étudier toutes les questions relatives à la radioélectricité coloniale et de faire prendre, d'accord avec l'état-major général des colonies, toutes dispositions en vue de l'utilisation en temps de guerre des liaisons et transmissions.

ART. 8. — Le service radioélectrique du département est placé sous l'autorité d'un chef de service appartenant au cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

ART. 9. — En temps de guerre, dans chaque colonie autonome, ou groupe de colonies ou territoires sous mandat l'ensemble des transmissions radioélectriques reste placé sous l'autorité des chefs de colonie à l'exception de celles destinées à assurer les besoins propres des troupes dans les zones d'opération et de la marine de guerre.

ART. 10. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

Fait à Paris, le 26 mars 1939,

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux

ARRETE No 237 promulguant au Togo le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux;

Vu la D. M. no 856/S. du 11 avril 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 26 mars 1939 portant organisation du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel relevant du ministère des colonies et tous les textes subséquents;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires du personnel colonial et tous les textes modificatifs;

Vu l'article 65 de la loi de finances du 22 août 1905;

Vu la loi du 14 avril 1924, sur le régime des pensions civiles et militaires, en particulier son article 71, ensemble le décret du 1^{er} novembre 1928, portant règlement d'administration publique pour la création de la caisse intercoloniale des retraites;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

TITRE I

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — La direction et le fonctionnement des services radioélectriques coloniaux sont assurés par des ingénieurs radioélectriciens appartenant à un cadre général organisé conformément aux dispositions ci-après :

ART. 2. — Les grades, classes et traitements, ainsi que le classement au point de vue des passages, des déplacements et du traitement dans les hôpitaux, du personnel du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux sont fixés conformément au tableau ci-après :

GRADES	ECHELONS	TRAITEMENTS	CATEGORIE
Ingénieur en chef radioélectricien :		FRANCS	
De 1 ^{re} classe		75.000	1 ^{re} catégorie B.
De 2 ^e classe		65.000	1 ^{re} catégorie B.
De 3 ^e classe		60.000	1 ^{re} catégorie B.
Ingénieur radioélectricien principal :			
De 1 ^{re} classe	Après 3 ans.	55.000	1 ^{re} catégorie B.
	Avant 3 ans.	50.000	1 ^{re} catégorie B.
De 2 ^e classe		45.000	1 ^{re} catégorie B.
De 3 ^e classe		40.000	1 ^{re} catégorie B.
De 4 ^e classe		36.000	1 ^{re} catégorie B.
De 5 ^e classe		33.000	1 ^{re} catégorie B.
Ingénieur radioélectricien(a) :			
De 1 ^{re} classe	Après 4 ans.	42.000	1 ^{re} catégorie B.
	Avant 4 ans.	39.000	1 ^{re} catégorie B.
De 2 ^e classe		36.000	2 ^e catégorie.
De 3 ^e classe		33.000	2 ^e catégorie.
De 4 ^e classe		30.000	2 ^e catégorie.
Ingénieur radioélectricien-adjoint :			
De 1 ^{re} classe		26.000	2 ^e catégorie.
De 2 ^e classe		23.000	2 ^e catégorie.
De 3 ^e classe		20.000	2 ^e catégorie.
De 4 ^e classe		17.000	2 ^e catégorie.
Ingénieur radioélectricien-adjoint stagiaire		14.000	2 ^e catégorie.

(a) Les ingénieurs radioélectriciens d'une classe inférieure à la 1^{re} et les ingénieurs radioélectriciens-adjoints, bien qu'ils soient compris dans la 2^e catégorie, voyagent toujours en 1^{re} classe à bord des paquebots; cette mesure ne leur confère aucun droit aux autres avantages accordés aux officiers supérieurs ou fonctionnaires assimilés (domesticité, bagages, etc.).

Ce personnel reçoit un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial.

ART. 3. — L'effectif total par grade et par colonie des fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux est fixé par arrêté du ministre des colonies, après avis des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoires.

TITRE II

Recrutement

ART. 4. — Tout candidat à un emploi du cadre général des radioélectriciens coloniaux doit remplir les conditions suivantes :

1^o — Etre citoyen français ou naturalisé français depuis dix ans au moins, conformément aux dispositions légales ;

2^o — Avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'armée ;

3^o — Jouir de tous ses droits civils et politiques ;

4^o — Justifier de l'aptitude au service colonial actif, constatée par un certificat de visite et de contre-visite délivré à Paris par le conseil supérieur de santé du ministère des colonies, à Marseille, à Bordeaux et à Nantes par le médecin du service colonial, dans les autres villes par les médecins militaires de la place ; avoir subi, en outre, la visite d'un médecin phthisiologue ;

5^o — Etre âgé de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus, cette limite d'âge pouvant toutefois être prorogée jusqu'à trente-cinq ans au maximum, d'une durée égale à celle des services militaires ou des services civils dans une administration publique de l'Etat ou des colonies, accomplis par le postulant et admissibles pour une pension de retraite dans les conditions prévues par le règlement d'administration publique du 1^{er} novembre 1928, portant organisation de la caisse intercoloniale des retraites ;

6^o — Réunir les conditions spéciales énumérées dans les articles ci-après.

Les pièces jointes aux demandes par les candidats pour justifier les conditions 1 à 5 doivent avoir moins de trois mois de date, il en est de même du certificat de bonnes vie et mœurs qui doit être joint obligatoirement au dossier.

Les justifications des conditions 1, 2 et 3 sont considérées comme déjà réalisées pour les fonctionnaires et agents provenant d'une autre administration.

ART. 5. — Les ingénieurs radioélectriciens adjoints stagiaires sont recrutés :

a) Au concours direct, dans les conditions fixées à l'article 15 ;

b) Sur titre, parmi les ingénieurs civils des télécommunications, diplômés de l'école supérieure des postes, télégraphes et téléphones, les ingénieurs diplômés de l'école supérieure d'électricité (section normale ou section radioélectricité), de l'école centrale des arts et manufactures et des instituts électrotechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse.

Les admissions en qualité d'ingénieur adjoint stagiaire sont arrêtées par le ministre des colonies.

Les ingénieurs adjoints stagiaires sont astreints, pour être nommés ingénieurs adjoints, à un stage d'une durée maxima de deux ans.

Après une année de stage, ils peuvent être proposés par l'autorité administrative dont ils relèvent, pour le grade d'ingénieur adjoint.

Ceux qui ne seront pas titularisés peuvent être autorisés à faire une seconde année de stage, à l'expiration de laquelle ils sont, soit titularisés dans les conditions prévues à l'article suivant, soit licenciés.

Ils peuvent également être licenciés à n'importe quel moment du stage pour insuffisance professionnelle, faute grave ou incapacité physique.

Le licenciement ou la nomination définitive des ingénieurs adjoints stagiaires est prononcé par le ministre des colonies.

ART. 6. — Les ingénieurs radioélectriciens de tous grades sont nommés par arrêtés du ministre des colonies.

Les ingénieurs radioélectriciens adjoints sont recrutés :

a) Pour moitié des vacances parmi les ingénieurs radioélectriciens à admettre au stage ;

b) Pour l'autre moitié des vacances à la suite d'un concours d'ordre professionnel, réservé aux fonctionnaires des services radioélectriciens locaux.

Dans le cas où des ingénieurs adjoints à admettre comme stagiaires seraient proposés à la même date pour la nomination au grade d'ingénieur adjoint de 4^e classe, la priorité est donnée aux agents issus du concours direct, dans l'ordre de la liste établie par le jury du concours.

Parmi les agents recrutés sur titre, elle est donnée dans l'ordre d'énumération des écoles établi à l'article 5 ; toutefois, les trois instituts électrotechniques de Grenoble, Nancy et Toulouse ne seront considérés à ce point de vue que comme une seule et même école.

Parmi les agents recrutés sur titre, issus d'une même école, elle est donnée dans l'ordre des promotions et du rang de sortie de l'école.

Les candidats de la catégorie b) ci-dessus devront être âgés de trente ans au moins et compter un minimum de six ans de service dans les cadres.

Les candidats qui jouissent d'un traitement supérieur à celui de la dernière classe du grade d'ingénieur adjoint le conservent lorsqu'ils sont nommés à ce dernier grade, jusqu'au moment où les avancements obtenus leur donnent droit à un traitement supérieur.

A défaut de candidat de l'une des catégories a) et b) ci-dessus, les vacances seront attribuées à l'autre catégorie.

ART. 7. — Les ingénieurs adjoints stagiaires, munis du diplôme de sortie de l'école polytechnique ayant satisfait au stage prévu à l'article 5 débutent au grade d'ingénieur radioélectricien de 4^e classe. Ils sont nommés en cas de pluralité de candidatures, dans l'ordre des promotions et du rang de sortie de l'école.

ART. 8. — Les ingénieurs radioélectriciens principaux sont recrutés :

a) Pour moitié des vacances parmi les ingénieurs radioélectriciens adjoints de 1^{re} classe et les ingénieurs radioélectriciens du cadre ayant satisfait aux épreuves d'un concours dans les conditions fixées à l'article 15 ;

b) Pour l'autre moitié des vacances par voie de détachement des ingénieurs des postes et télégraphes des services radioélectriques métropolitains d'un grade égal ou supérieur à celui d'ingénieur ordinaire du 4^e échelon, dans les conditions fixées aux articles suivants.

A défaut de candidats de l'une des catégories a) et b) ci-dessus, les vacances sont attribuées à l'autre catégorie.

ART. 9. — Les candidats de la catégorie *a)* de l'article 8 doivent obtenir du ministre des colonies l'autorisation préalable de se présenter au concours.

Ils devront compter un minimum de six ans de service dans le cadre.

Les nominations sont prononcées dans l'ordre de la liste d'admission, établie par le jury du concours. Cette liste est valable jusqu'au concours suivant.

Les candidats admis aux épreuves du concours sont nommés dans la limite des places disponibles : ingénieur radioélectricien principal de 5^e classe. Ils conservent, s'il y a lieu, à titre personnel, la solde dont

ils sont titulaires, jusqu'à ce que, par le jeu normal des avancements, ils aient acquis un traitement supérieur.

ART. 10. — Les ingénieurs des postes et télégraphes des services métropolitains peuvent être détachés de leur département d'origine, dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

Ces fonctionnaires sont incorporés dans le cadre général pour compter de la date de leur détachement, conformément au tableau de concordance ci-après :

GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE GENERAL

Ingenieur en chef après 3 ans	
Ingenieur en chef avant 3 ans	
Ingenieur principal de 1 ^{re} classe après 3 ans	
Ingenieur principal de 1 ^{re} classe avant 3 ans	
Ingenieur principal de 2 ^e classe	
Ingenieur principal de 3 ^e classe	

GRADES ET CLASSES DANS LE CADRE METROPOLITAIN

Ingenieur en chef au 2 ^e échelon.
Ingenieur en chef au 3 ^e échelon.
Ingenieur ordinaire au 1 ^{er} échelon.
Ingenieur ordinaire au 2 ^e échelon.
Ingenieur ordinaire au 3 ^e échelon.
Ingenieur ordinaire au 4 ^e échelon.

Il leur est attribué une ancienneté égale à celle dont ils bénéficiaient dans leur corps d'origine.

Toutefois, ils ne conservent pas, pendant leur détachement, le bénéfice de l'allocation spéciale qui leur est attribuée dans leur cadre d'origine, en vertu des dispositions de la loi du 5 août 1924, modifiée par la loi du 12 décembre 1929 et par le décret du 17 décembre 1934.

ART. 11. — Lorsque ces fonctionnaires, par suite d'avancement ou de reclassement dans leur cadre d'origine, ou d'examen ou concours, viennent à remplir les conditions qui leur permettraient d'entrer dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux avec une classe ou un grade supérieur à celui qu'ils ont atteint, ils peuvent faire l'objet d'une proposition d'inscription au tableau d'avancement, dans les conditions prévues au présent décret, en vue de leur promotion à cette classe ou à ce grade, quelle que soit leur ancienneté.

ART. 12. — Après trois années de service effectif aux colonies, les fonctionnaires des services métropolitains, placés dans la position de service détaché et déjà classés dans le cadre général pourront, sur leur demande, après agrément des chefs de colonies intéressés et sur avis favorable de la commission de classement, être incorporés définitivement dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux. Ils devront démissionner de leur administration d'origine. Leur demande de démission sera faite simultanément avec leur demande d'incorporation définitive.

Les intéressés ne pourront toutefois bénéficier de la faculté ouverte par le précédent paragraphe que s'ils ne comptent pas plus de dix ans de services effectifs dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens, ni plus de quarante ans d'âge au moment de leur nomination.

Ils conserveront dans le cadre général, le grade, la classe et l'ancienneté dont ils sont titulaires dans ce cadre au titre de fonctionnaires détachés. Ils prendront rang dans le cadre général, à dater du jour de l'acceptation de leur démission dans leur cadre d'origine.

ART. 13. — Les notes annuelles et propositions concernant les fonctionnaires détachés, établies par

leurs chefs de service et les chefs de colonie, sont transmises par le ministre des colonies avec son avis au ministre des postes, télégraphes et téléphones.

ART. 14. — Les fonctionnaires détachés dans le cadre général peuvent, au cours d'une période de détachement, être remis à la disposition de leur corps d'origine :

1^o — Sur leur demande, pour raison de santé dûment justifiée;

2^o — D'office et sur la proposition des gouverneurs généraux, gouverneurs et chefs de territoire :

a) Pour raison de santé, après avis du conseil supérieur de santé du ministère des colonies, quand l'agent se trouve en France ou s'il est aux colonies, après avis du conseil de santé local et du conseil supérieur de santé du département;

b) Pour cause de suppression d'emploi ou d'excédent d'effectif, sous réserve de l'affectation effective de l'intéressé à un poste de son grade, sauf lorsqu'il est en fin de détachement;

c) Lorsqu'il a atteint la limite d'âge fixée au présent décret pour le personnel appartenant au cadre;

d) Par mesure disciplinaire, après avis de la commission d'enquête prévue au présent décret.

Le département des postes, télégraphes et téléphones est avisé à l'avance de cette réintégration. Lorsque celle-ci a lieu pour cause de suppression d'emploi, de limite d'âge ou par mesure disciplinaire, un certificat médical constatant l'état de santé de l'intéressé est transmis en même temps à ce département.

ART. 15. — Les conditions et programmes des concours prévus au présent décret sont fixés par arrêtés du ministre des colonies, publiés au *Journal officiel* du ministère des colonies. La date des épreuves et le nombre des places sont annoncés au moins un an à l'avance, par insertion au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de chaque colonie.

Les candidats, pour être admis à s'y présenter, devront avoir obtenu l'autorisation du ministre des colonies.

Nul ne pourra être admis s'il ne réunit le nombre minimum de points qui aura été fixé dans les arrêtés

ci-dessus. Nul ne pourra prendre part plus de trois fois à un concours d'une catégorie déterminée.

Dans le cas où un fonctionnaire ou agent aura été retardé, faute d'avoir pu obtenir le congé pour examen nécessaire, la limite d'âge est reculée d'une durée correspondante qui ne peut dépasser la durée de séjour réglementaire dans la colonie d'affectation et au maximum trois ans.

TITRE III

Avancements

ART. 16. — Les fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens doivent remplir les conditions suivantes pour obtenir un avancement de classe ou de grade : au choix ou à l'ancienneté :

1^o — Etre inscrits à un tableau d'avancement dressé par une commission de classement siégeant à Paris, au ministère des colonies ;

2^o — S'il s'agit d'un avancement au choix, être proposé par les gouverneurs généraux, chefs de colonies et de territoires ou chefs de service sous l'autorité desquels ils sont placés et compter au minimum deux années d'ancienneté dans leur classe ;

3^o — S'il s'agit d'un avancement à l'ancienneté, compter :

a) Jusqu'à la première classe inclusivement du grade d'ingénieur radioélectricien adjoint au minimum quatre années d'ancienneté dans leur classe ;

b) Pour le grade d'ingénieur radioélectricien de 4^e classe et jusqu'à la 1^{re} classe inclusivement de ce grade, également jusqu'à la classe d'ingénieur radioélectricien principal de 1^{re} classe inclusivement, cinq années d'ancienneté dans leur classe et n'avoir fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire pendant les quatre ou cinq dernières années ;

4^o — En outre, compter, au 1^{er} janvier ou au 1^{er} jour du mois qui suivent la réunion de la commission pour l'établissement des tableaux primitifs ou complémentaires, une durée de service effectif aux colonies au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé pour l'obtention d'un congé administratif dans la ou les colonies où ce service a été effectué, sans toutefois que cette durée soit supérieure à deux ans.

Le temps passé en France par les fonctionnaires du cadre général, appelés à servir dans les services relevant du ministère des colonies, ou des gouvernements coloniaux, entre en compte au point de vue de l'avancement, comme le temps passé dans une colonie dans laquelle la durée du service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de deux ans.

Le temps passé en mission entre en compte au point de vue de l'avancement comme celui passé dans la colonie de provenance si la mission s'effectue en France, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de deux ans si la mission s'effectue à l'étranger, en Europe, comme celui passé dans une colonie dans laquelle la durée de service effectif exigée pour l'inscription au tableau est de dix-huit mois, si la mission s'effectue à l'étranger hors d'Europe.

ART. 17. — Le temps de service accompli par les ingénieurs radioélectriciens adjoints stagiaires entre en compte pour une année dans le calcul de l'ancienneté exigée pour leur promotion à la classe supérieure à celle dans laquelle ils sont titularisés.

Les fonctionnaires du cadre général, appelés à venir en France, dans les services relevant du ministère des colonies ou des gouvernements coloniaux, ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 16 qu'en vue

d'un seul avancement, soit en classe, soit en grade. Toutefois, ceux qui se trouvant déjà en service en France ont obtenu un avancement en tenant compte uniquement de leur séjour colonial effectif antérieur, pourront bénéficier des dispositions de l'article 16 pour obtenir un nouvel avancement accordé au titre de leurs services dans la métropole.

Les fonctionnaires placés hors cadres pour servir dans l'administration locale d'une colonie ou d'un pays de protectorat français conservent leurs droits à l'avancement.

ART. 18. — Les membres de la commission de classement sont désignés par le ministre des colonies. Cette commission est ainsi composée :

Le directeur du personnel ou son délégué, président ;
Un inspecteur des colonies ;

Le directeur des affaires économiques ou son délégué ;

Le chef du 4^e bureau de la direction des affaires économiques ;

Deux fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens choisis parmi les plus élevés en grade de ceux présents en France.

Un rédacteur de la direction du personnel remplit les fonctions de secrétaire.

Les fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidats d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

Les délibérations de la commission ne sont valables que lorsque cinq de ses membres au moins sont présents.

ART. 19. — La commission de classement établit, chaque année, dans le courant du mois de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

Si, dans le courant de l'année, le tableau est épuisé, le ministre peut prescrire l'établissement d'un tableau complémentaire pour la même année.

Les listes et les notes des ingénieurs radioélectriciens qui remplissent les conditions requises pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement au choix ou à l'ancienneté, sont adressées au département des colonies avant le 31 octobre, par les chefs de colonies et de territoires, les chefs de service pour les fonctionnaires servant dans la métropole, l'autorité qui a provoqué la mission à l'étranger. Ces listes, accompagnées des calepins de notes et des propositions formulées par ordre de préférence par les chefs des colonies, des territoires ou des services, sont soumises à la commission de classement.

Celle-ci procède :

1^o — A un classement entre eux des fonctionnaires du cadre général proposés pour un avancement au choix ;

2^o — A un classement par ordre d'ancienneté des fonctionnaires du cadre général autres que les ingénieurs radioélectriciens principaux de 1^{re} classe et les ingénieurs radioélectriciens en chef non proposés mais réunissant au 1^{er} janvier qui suit la date de sa réunion, les conditions nécessaires pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté ;

3^o — A l'établissement du tableau définitif, conformément aux dispositions ci-après :

Le tableau doit comprendre un nombre d'inscriptions égal aux vacances probables pouvant survenir pour chaque grade dans l'année qui suit sa réunion.

Dans le cas où il n'aura pas été possible de promouvoir tous les candidats inscrits aux tableaux de l'année, les intéressés conserveront le bénéfice de

leur inscription et devront figurer en tête du tableau de l'année suivante, à moins que la commission de classement n'en décide autrement, sur rapport motivé du chef de la colonie ou du service ou sauf dans les cas prévus au titre IV.

Les inscriptions des fonctionnaires susceptibles de bénéficier d'un avancement au choix ou à l'ancienneté ont lieu :

a) Jusqu'à la première classe inclusivement du grade d'ingénieur radioélectricien adjoint, à raison de deux tours au choix et d'un tour à l'ancienneté;

b) Pour le grade d'ingénieur radioélectricien de 4^e classe et jusqu'à la 1^{re} classe inclusivement, à raison de trois tours au choix et d'un tour à l'ancienneté;

c) Jusqu'à la 1^{re} classe du grade d'ingénieur radioélectricien principal inclusivement, à raison de trois tours au choix et d'un tour à l'ancienneté;

d) Exclusivement au choix pour les grades d'ingénieur radioélectricien en chef et d'inspecteur général radioélectricien.

Lorsque l'avancement a lieu à la fois au choix et à l'ancienneté, à défaut de fonctionnaires de l'une ou l'autre catégorie, le tour n'est pas réservé.

ART. 20. — Les tableaux sont arrêtés par le ministre des colonies.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau et par arrêté du ministre des colonies.

Les inspecteurs généraux radioélectriciens sont nommés par décret, sur la proposition du ministre des colonies.

TITRE IV

Discipline

ART. 21. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, quelle que soit leur position dans le cadre, en disponibilité ou hors cadres et du personnel détaché dans le cadre sont :

Le blâme avec inscription au dossier;

La radiation du tableau d'avancement ou le retard dans l'avancement à l'ancienneté;

La rétrogradation de grade ou de classe;

Le retrait temporaire d'emploi;

La révocation.

Un fonctionnaire détaché dans le cadre, en instance de comparution devant le conseil d'enquête, ne peut être remis à la disposition de son cadre d'origine avant que le conseil d'enquête ait donné son avis.

Si ce fonctionnaire est proposé pour la peine de la rétrogradation ou de la révocation, il est remis par mesure disciplinaire à la disposition du département dont il relève, auquel il appartient de statuer suivant les règles qui régissent son cadre d'origine.

ART. 22. — Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le gouverneur général ou le gouverneur, sur la proposition du chef hiérarchique du fonctionnaire intéressé, après avis, s'il y a lieu, du gouverneur. Il est infligé par le ministre, sur la proposition de l'autorité administrative dont ils relèvent pour les fonctionnaires détachés en France ou en mission.

La radiation du tableau d'avancement et la rétrogradation sur la liste d'ancienneté sont prononcées par le ministre, sur la proposition du gouverneur général ou du gouverneur et, pour les fonctionnaires détachés, en France ou en mission, sur celle de l'autorité administrative dont ils relèvent.

La révocation et la rétrogradation des ingénieurs adjoints, des ingénieurs et des ingénieurs principaux sont prononcées par arrêté ministériel.

La révocation et la rétrogradation des inspecteurs généraux sont prononcées par décrets, sur la proposition du ministre des colonies.

Le fonctionnaire rétrogradé en classe ou en grade prend rang dans son nouvel emploi du jour de la décision et ne peut obtenir un avancement qu'après avoir effectué dans cet emploi le temps minimum exigé pour être élevé à la classe ou au grade supérieur sans qu'il puisse être tenu compte du temps qu'il y aurait antérieurement passé.

ART. 23. — Si l'intérêt public et la discipline l'exigent, le ministre, le gouverneur général ou le gouverneur peut interdire à un fonctionnaire du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux l'exercice de ses fonctions.

Lorsque cette mesure est prise contre un fonctionnaire du cadre général, celui-ci doit faire l'objet d'une procédure disciplinaire, conformément aux dispositions du présent décret dans un délai de deux mois.

ART. 24. — Les peines disciplinaires autres que celles du blâme avec inscription au dossier ne peuvent être prononcées qu'après avis de l'une des commissions d'enquêtes prévues aux articles 25 et 26.

Le fonctionnaire inculqué est admis à présenter sa défense devant la commission d'enquête, soit verbalement, soit par écrit. Il peut aussi se faire assister d'un défenseur de son choix.

Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire intéressé ait été appelé à prendre connaissance de son dossier, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

ART. 25. — La commission d'enquête, siégeant dans la colonie, est composée comme suit, sur la désignation du gouverneur :

Le secrétaire général de la colonie ou un chef d'administration ou de service désigné par lui, président;

Un administrateur des colonies;

Le chef du service radioélectrique colonial;

Deux fonctionnaires du cadre général des ingénieurs, radioélectriciens coloniaux, d'un grade supérieur ou égal, mais d'ancienneté supérieure à celui de l'agent incriminé. A défaut, deux fonctionnaires d'un cadre technique remplissant les mêmes conditions.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire désigné par le gouverneur.

ART. 26. — Si les faits incriminés se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté le fonctionnaire inculqué ou si la situation du personnel en service dans la colonie ne permet pas de constituer la commission d'enquête, conformément aux règles posées par l'article 25, le ministre fixe le lieu de réunion de la commission et détermine la composition de celle-ci.

Si le fonctionnaire inculqué se trouve en France, la commission de classement prévue à l'article 18 remplit les fonctions de commission d'enquête.

TITRE V

Dispositions diverses

ART. 27. — Les fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux peuvent être appelés à servir en France, dans les services relevant du ministère des colonies ou dans ceux relevant des gouvernements coloniaux, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Ils peuvent être placés hors cadres pour servir dans l'administration locale d'un pays de protectorat français.

ART. 28. — Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 6 du décret du 4 avril 1934, portant prohibition du cumul de fonctions, il est interdit aux fonctionnaires du service radioélectrique colonial, soit d'exercer une profession industrielle ou commerciale, soit de remplir un emploi privé rétribué, soit d'effectuer, à titre privé, un travail moyennant rémunération.

Cette interdiction ne s'applique pas à la production d'œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques.

Ces fonctionnaires peuvent néanmoins, avec l'agrément du ministre des colonies, en France, du gouverneur général ou du gouverneur, dans la colonie où ils sont en service, donner des enseignements de même nature.

Il ne pourra être dérogé à l'interdiction formulée par cet article qu'exceptionnellement, par une décision du ministre, prise à titre précaire et toujours révocable dans l'intérêt du service.

ART. 29. — L'honorariat du grade qu'ils possèdent peut, après avis de la commission de classement, être conféré aux fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux retraités, démissionnaires ou licenciés pour raison de santé, qui ont effectué au moins quinze années de services administratifs.

ART. 30. — Les fonctionnaires du cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux sont soumis, au point de vue de la pension, au régime de la caisse intercoloniale de retraites.

TITRE VI

Dispositions transitoires

ART. 31. — A titre transitoire et pendant une période de trois ans à compter de la publication du présent décret au *journal officiel* de la République française, les fonctionnaires des services radioélectriques locaux, en service à la date du présent décret, possédant l'un des diplômes énumérés au paragraphe b) de l'article 5, pourront être nommés dans le cadre général au grade d'ingénieurs-adjoints ou d'ingénieurs, à une classe correspondant à leur solde ou à la classe immédiatement supérieure, en cas de non-concordance de solde, sur proposition des gouverneurs généraux ou gouverneurs, s'ils sont en service aux colonies, ou du directeur des affaires économiques, s'ils sont maintenus en service au ministère des colonies, après avis de la commission de classement.

Toutefois, ceux qui, en outre des conditions énumérées ci-dessus, ont au moins quinze ans de service et une solde au moins équivalente à celle d'ingénieur radioélectricien principal de 4^e classe, pourront être nommés au grade d'ingénieur radioélectricien principal de 3^e classe.

ART. 32. — A titre transitoire et pendant une période de trois années, comptée à partir de la date de la parution des textes organisant les concours, les fonctionnaires des services radioélectriques locaux, en service à la date du présent décret, classés au concours d'ordre professionnel d'ingénieur-adjoint prévu à l'article 6, sont nommés dans le cadre général à un grade correspondant à leur solde dans le cadre local, ou grade immédiatement supérieur en cas de non-concordance de solde, ou au grade d'ingénieur-adjoint de 4^e classe si leur solde est inférieure à celle de

ce dernier grade. Ces nominations sont prononcées par le ministre des colonies, sur la proposition des gouverneurs, après avis de la commission de classement.

ART. 33. — Pour la formation du nouveau cadre et pendant une période de douze mois à compter de la promulgation du présent décret, les fonctionnaires pouvant être admis dans le cadre général des ingénieurs radioélectriciens coloniaux, en vertu des dispositions du paragraphe b) de l'article 8, et de l'article 31 du présent décret, pourront être l'objet d'arrêtés individuels de classement dans le cadre général, sur la proposition des gouverneurs, s'ils sont en service dans les colonies, ou du directeur des affaires économiques, s'ils sont en service au ministère des colonies, après avis de la commission de classement prévue à l'article 18. Celle-ci fixera l'ancienneté à attribuer aux intéressés dans leur nouveau grade, en tenant compte de l'ancienneté dans leur grade actuel et du gain de solde dont ils pourront bénéficier à cette occasion.

Durant cette période transitoire, cette commission pourra comprendre deux fonctionnaires d'un autre cadre général technique colonial, au lieu des deux fonctionnaires du cadre.

ART. 34. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 mars 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Circulation aérienne

ARRETE N° 235 promulguant au Togo l'avis modificatif à l'annexe I au décret du 19 mai 1928 relatif à la réglementation de la circulation aérienne.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 9 mars 1938 relatif à la navigation aérienne dans les territoires sous mandat français, placés sous l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 15. (Arrêté de promulgation n° 200 du 7 avril 1938);

Vu l'avis relatif à la circulation aérienne paru au journal officiel de la République française du 18 octobre 1938 (page 12.066 2^e colonne);

Vu la lettre-avion 6317 en date du 30 mars 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'avis modificatif à l'annexe I au décret du 19 mai 1928 relatif à la réglementation de la circulation aérienne.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

*Avis relatif à la réglementation
de la circulation aérienne*

(Modificatif à l'annexe I au décret du 19 mai 1928)

En application des dispositions de l'article 12 du décret du 19 mai 1928 réglementant la circulation aérienne, les paragraphes 20, 21 et 29 de l'annexe I dudit décret sont annulés et remplacés par les paragraphes suivants dont les dispositions, conformes aux dernières modifications de l'annexe D de la convention du 13 octobre 1919 adoptées par la commission internationale de navigation aérienne, entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1939 :

« 20. — Pour donner à un aéronef l'ordre d'atterrir les signaux suivants seront utilisés :

« De jour et de nuit, une série de projectiles lancés à dix secondes d'intervalle, et dont l'éclatement produira des feux ou étoiles verts.

« En outre, s'il est nécessaire de désigner, parmi plusieurs, l'aéronef devant atterrir, on dirigera sur cet aéronef un faisceau continu de lumière blanche.

« Toutefois, lorsque l'autorité qui voudra donner l'ordre d'atterrir pourra établir une communication radioélectrique avec l'aéronef, cet ordre pourra être donné en utilisant le mode de communication établi.

« 21. — Pour indiquer à un aéronef qu'il se trouve à proximité d'une zone interdite (y compris les zones dont le survol est provisoirement interdit ou restreint) et doit changer sa route, les signaux suivants seront utilisés :

« a) Le jour, une série de projectiles lancés à dix secondes d'intervalle, et dont l'éclatement produira pour chacun un nuage de fumée noire ou blanche ;

« b) La nuit, une série de projectiles lancés à dix secondes d'intervalle, et dont l'éclatement produira des feux ou étoiles blancs, ou bien un faisceau intermittent de lumière blanche, dirigé sur l'aéronef.

« Toutefois, lorsque l'autorité qui voudra prescrire le changement de route visé au présent paragraphe pourra établir une communication radioélectrique avec l'aéronef, cet ordre pourra être donné en utilisant le mode de communication établi.

« 29. — Un aéronef qui en rattrape un autre devra, pour le dépasser, s'écarter de ce dernier en faisant dévier sa propre route vers la droite.

« Si un aéronef se rapproche d'un autre aéronef par l'arrière, en suivant une route formant un angle inférieur à 70 degrés, avec le plan de symétrie de cet autre aéronef, c'est-à-dire se trouve, par rapport à cet autre aéronef, dans une position telle que, la nuit, il ne pourrait apercevoir aucun des feux de côté de ce dernier, celui des deux aéronefs qui se rapproche de l'autre doit se considérer comme le rattrapant ; aucun changement ultérieur dans la position relative des deux aéronefs ne pourra faire considérer celui qui se rapproche de l'autre comme croisant la route de ce dernier au sens propre des règles de la présente section et ne pourra l'affranchir de l'obligation de s'écarter de la route de l'aéronef rattrapé, jusqu'à ce qu'il l'ait tout à fait dépassé.

« Pendant le jour, un aéronef qui se rapproche d'un autre aéronef par l'arrière ne pouvant pas toujours savoir avec certitude s'il se trouve bien dans le cas prévu à l'alinéa précédent, il doit, s'il y a doute, se considérer comme rattrapant cet autre aéronef et dévier sa propre route vers la droite ».

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel auxiliaire

RÈGLEMENT

concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire.

ARTICLE PREMIER. — *But du présent règlement*

Le présent règlement a pour but, tout en conservant à l'engagement du personnel auxiliaire employé dans les divers services du territoire, le caractère temporaire et essentiellement révocable qui lui est propre, d'assurer à ce personnel, suivant des règles fixes, les conditions de recrutement, d'attribution ou d'augmentation du traitement ou salaire, de permission, d'hospitalisation et soins médicaux et la discipline.

ARTICLE 2. — *Définition du cadre auxiliaire*

En dehors des agents à salaire journalier engagés pour l'accomplissement d'une fonction ou l'exécution d'un travail déterminé et pour la durée correspondant à cet emploi temporaire, il est prévu, pour les besoins permanents des divers services du territoire, un personnel auxiliaire recruté indistinctement par voie de décisions individuelles parmi les indigènes des deux sexes réunissant les conditions requises et comprenant toutes les catégories d'emplois nécessaires au fonctionnement des divers services.

Quel que soit l'emploi occupé, les agents ainsi recrutés seront dénommés « agents auxiliaires ».

ARTICLE 3. — *Recrutement*

Font partie de droit du présent cadre auxiliaire tous les agents titularisés ou non qui faisaient partie de l'ancien cadre régi par le règlement du 3 janvier 1938 et qui sont encore actuellement en service soit comme auxiliaires, soit comme journaliers.

Ces agents conservent dans le nouveau cadre l'ancienneté déjà acquise depuis le 1^{er} janvier 1939 en qualité d'auxiliaires ou de journaliers.

Les engagements ultérieurs de personnel auxiliaire auront lieu par voie de décisions individuelles.

Ils seront faits à titre provisoire, sous réserve de l'accomplissement d'un stage d'une durée minimum de trois mois, et d'une durée maximum de un an.

A la fin de ce stage, il sera procédé soit au licenciement, si les résultats obtenus sont insuffisants — soit à la titularisation pure et simple —

soit à la titularisation avec reclassement de salaire, si les résultats se sont montrés supérieurs à ceux que l'on attendait au moment de l'engagement.

Un reclassement exceptionnel pourra être effectué dans la limite des possibilités budgétaires jusqu'au 1^{er} juillet 1939 pour les agents qui font partie de droit du présent cadre et qui seraient particulièrement méritants.

ARTICLE 4. — *Salaires*

Les agents auxiliaires qui sont intégrés de droit dans le présent cadre conservent la solde qu'ils avaient dans l'ancien cadre auxiliaire, sauf reclassement exceptionnel prévu à l'article ci-dessus.

Pour les agents qui seront recrutés ultérieurement, le salaire sera fixé par le Commissaire de la République sur la proposition du chef de circonscription ou du chef de service de l'intéressé.

Aucun salaire ne sera inférieur au salaire de début fixé à 125 francs par mois.

ARTICLE 5. — *Avancement.*

Des avancements comportant augmentation de traitement ou salaire peuvent être accordés au personnel auxiliaire, par voie de décisions individuelles. Ils ne pourront intervenir que sur proposition motivée du chef de circonscription ou du chef de service et pour compter du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suivra le moment où l'agent intéressé réunira un minimum de temps de service de dix-huit mois.

Chaque avancement comportera une augmentation de salaire de une ou plusieurs fois vingt cinq francs par mois sans que le nouveau salaire puisse être supérieur de plus de 20% au salaire antérieur.

La période entre deux avancements consécutifs pour un même agent ne pourra pas être inférieure à dix-huit mois.

ARTICLE 6. — *Soins médicaux — Hospitalisation*

En ce qui concerne les soins médicaux et l'hospitalisation, il sera fait application au personnel auxiliaire des avantages accordés aux agents des cadres locaux indigènes. Les retenues journalières d'hôpital seront calculées sur le taux de 1/60^e de la solde mensuelle.

Les agents auxiliaires jouissant d'une solde inférieure à 2.500 francs l'an seront traités comme malades non payants.

ARTICLE 7. — *Permissions — Absences*

Les agents appartenant au personnel auxiliaire pourront bénéficier dans la mesure où les nécessités du service le permettront, d'autorisations d'absence qui ne devront pas dépasser au total quinze jours par an. Elles seront accordées par les chefs de circonscription ou chefs de service. Les frais de voyage seront à la charge des agents auxiliaires.

Pendant ces absences, les intéressés bénéficieront de leur solde. Toutes les absences non autorisées, les jours ouvrables, entraîneront une réduction de 1/30^e du salaire, pour la journée entière et de 1/60^e du salaire, pour la demi-journée et au-dessous, sans préjudice des sanctions disciplinaires à intervenir le cas échéant.

Le personnel féminin pourra éventuellement prétendre, dans la limite de deux mois, à des congés de maternité avec demi-solde accordés par décision du Commissaire de la République.

Après deux ans de service ininterrompus, ces congés seront payés à solde entière.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les intéressés qui ne demanderont pas à bénéficier de permissions annuelles pourront, tous les deux ans, obtenir une permission de longue durée de 30 jours à solde entière.

ARTICLE 8. — *Sanctions disciplinaires*

Les agents appartenant au personnel auxiliaire du territoire pourront faire l'objet de l'une des sanctions disciplinaires suivantes :

- 1^o — Observation : Chef hiérarchique direct.
- 2^o — Blâme écrit { Chef de circonscription — Chef de se. vice ou son délégué.
- 3^o — Suspension de solde jusqu'à sept jours inclusivement { Chef de circonscription et chef de service.
- 4^o — Rétrogradation d'échelon { Commissaire de la République sur rapport motivé du chef de circonscription ou chef de service.
- 5^o — Révocation { Commissaire de la République sur rapport motivé du chef de circonscription ou chef de service.

ARTICLE 9. — *Licenciements*

Les agents appartenant au personnel auxiliaire pourront être licenciés pour nécessités budgétaires ou pour convenances de service après préavis d'un mois.

ARTICLE 10. — *Commissions consultatives*

Il est créé pour le service des travaux publics et des transports trois commissions consultatives du personnel auxiliaire, respectivement pour le chemin de fer, le wharf et les travaux publics.

Chaque commission sera composée de la manière suivante :

Président :

Le Commissaire de la République ou son délégué.

Vice-Président :

Le chef du service des travaux publics et des transports ou son délégué.

Membres :

Un représentant de chaque corps de métier, ou de chaque atelier, appartenant au personnel auxiliaire.

Ces représentants seront choisis par le chef du service des travaux publics et des transports parmi les agents n'ayant encouru aucune sanction disciplinaire depuis au moins deux ans.

Chacune de ces commissions se réunira périodiquement (en principe tous les trois mois) ou quand il sera jugé nécessaire.

Elle aura qualité pour envisager toutes les questions qui intéressent les conditions du travail à l'intérieur du service, et en particulier, le maintien des avantages acquis en matière de salaire, la nature et la durée du travail.

ARTICLE 11. — *Date de mise en vigueur*

Le présent règlement qui abroge le précédent règlement en date du 3 janvier 1938 entrera en vigueur à compter du 1^{er} mai 1939.

ARTICLE 12. — Le chef de cabinet, le chef du bureau des finances, les chefs de circonscription et les chefs de service sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Lomé, le 1^{er} mai 1939.

Le Commissaire de la République,

L. MONTAGNE.

Courrier aérien

ARRETE No 232 bis fixant l'horaire du service hebdomadaire du courrier aérien.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service hebdomadaire du courrier aérien sera désormais assuré comme suit à compter du mercredi 3 mai 1939 :

Courrier aérien Air-France et Aéromaritime :

Départ de Lomé de la camionnette tous les mercredis à 5 heures 30.

Retour le mercredi après-midi.

Courrier Air-Afrique ou Sabena :

Départ de Lomé de la camionnette tous les samedis à 17 heures.

Retour à Lomé le mardi suivant après-midi.

Toutefois lorsque l'horaire des paquebots desservant les ports de Lomé et de Cotonou le permettra, le transport du courrier sera assuré par la voie maritime.

ART. 2. — Le chef du service des postes et le chef du garage central sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative**ARRETE N° 240 portant création de subdivisions autonomes.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 22 septembre 1887 fixant les attributions des administrateurs des colonies, ensemble tous textes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu les arrêtés du 4 septembre 1935 portant organisation territoriale du Territoire, ensemble tous arrêtés modificatifs subséquents;

Vu les nécessités du service;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 4 mai 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les subdivisions de Tsévié, Bassari et Lama-Kara sont érigées, à l'intérieur des cercles dont elles font partie, en subdivisions autonomes administrées, sous l'autorité directe du Commissaire de la République, par des administrateurs ou administrateurs-adjoints des colonies, chefs de subdivision autonome.

ART. 2. — Il n'y a rien de changé aux attributions judiciaires respectives des commandants de cercle et des chefs de subdivisions autonomes intéressés.

ART. 3. — Une instruction du Commissaire de la République fixera les modalités d'application du présent arrêté notamment en matière financière, politique et économique.

ART. 4. — Sont supprimées les subdivisions de Lomé et de Sokodé.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} juin 1939 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

Répression de l'usure

ARRETE N° 265 nommant la commission chargée de donner son avis sur la liste des établissements de crédits dont les opérations peuvent être dispensées du visa prévu par le décret du 9 octobre 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion; notamment en son article 4. (Arrêté de promulgation n° 36 du 14 novembre 1936);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé comme suit la composition de la commission prévue à l'article 4 du décret du 9 octobre 1936 sus-visé, et chargée de donner son avis en vue de dresser la liste des établissements de crédit dont les opérations peuvent être dispensées du visa;

Le chef du bureau des affaires administratives

Président,

Le Président de la chambre de commerce ou son délégué,

Le receveur de l'enregistrement,

L'adjoint au commandant de cercle de Lomé.

Membres.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 266 désignant les fonctionnaires habilités à viser les actes sous seings privés constituant des prêts d'argent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 9 octobre 1936 relatif à la répression de l'usure dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. (Arrêté de promulgation n° 36 du 14 novembre 1936);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont habilités, dans le territoire du Togo à viser les actes sous seings privés constituant des prêts d'argent dans les conditions prévues par le décret du 9 octobre 1936 sus-visé, les fonctionnaires ci-après désignés:

Pour la commune-mixte de Lomé, l'administrateur-maire.

Pour les cercles, les commandants de cercle.

Pour les subdivisions autonomes, les chefs de subdivision autonome.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 mai 1939.

L. MONTAGNE

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

PERSONNEL EUROPEEN

Nomination

Par arrêté du :

12 avril 1939 du gouverneur général p. i. de l'A. O. F. — En application des dispositions de l'article 3 du décret du 19 septembre 1936, est nommé dans le cadre supérieur des chemins de fer de l'A.O.F., à l'emploi d'inspecteur divisionnaire de la voie et des bâtiments avant 3 ans, M. Veuillet (Camille), inspecteur de la voie du cadre local du Togo.

Détachement hors-cadres

Par arrêté du :

12 avril 1939 du gouverneur général p. i. de l'A. O. F. — M. Veuillet (Camille), inspecteur divisionnaire de la voie et des bâtiments avant 3 ans du cadre supérieur des chemins de fer de l'A. O. F. est placé pour une période de cinq années dans la position de congé hors-cadres et détaché, pendant cette période, à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

28 avril 1939. — M. Gradassi, administrateur en chef des colonies, reprend ses fonctions de commandant du cercle de Lomé et d'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

Il remplira en outre les fonctions de président du tribunal de deuxième degré et d'administrateur de l'inscription maritime.

Est abrogée la décision n° 850 en date du 24 novembre 1938.

4 mai 1939. — M. Laugier Maurice, ingénieur-adjoint de 2^e classe du cadre général des travaux publics des colonies, est nommé chef du service élémentaire de l'exploitation, en remplacement de M. Lugan, chef de gare hors classe du cadre local des chemins de fer du Togo, appelé à d'autres fonctions.

M. Laugier remplira ces fonctions cumulativement avec celles qu'il occupe actuellement.

11 mai 1939. — M. Astier Arthur, brigadier de 1^{re} classe des douanes, de retour de congé, est chargé

des fonctions de vérificateur au bureau des douanes de Lomé en remplacement du brigadier de 3^e classe Suhubiette Joseph qui conserve la direction de la brigade de Lomé et reste détaché au bureau de Lomé.

CIRCULAIRE N° 868.

A Messieurs les chefs de bureau et de service, Monsieur l'administrateur-maire de Lomé, Messieurs les commandants de cercle.

Il est apparu que depuis quelques années les décisions de l'administration touchant la situation des fonctionnaires sont très souvent de la part de ces derniers l'objet de demandes de révision. Cependant, la situation particulière de chaque agent est examinée avec le plus d'attention possible et je considère que l'autorité locale ne saurait à chaque instant apporter de nouvelles modifications aux actes pris par elle dans ce domaine.

Notre charte administrative donne à tout fonctionnaire qui se sent lésé la possibilité d'en appeler soit au conseil du contentieux administratif, soit au conseil d'Etat suivant le cas. De même que dans la Métropole les tribunaux administratifs ont pour mission de régler les litiges d'ordre administratif et d'interpréter des textes, de même dans les territoires d'outre-mer on est fondé à estimer que cette formule doit avoir son plein effet. Vous trouverez ces considérations développées plus longuement dans les traités de droit public.

Dans les heures que nous traversons il importe que ces questions personnelles soient solutionnées objectivement et il ne faut pas que des divergences d'interprétations puissent amener chez certains une amertume qui provoquerait une déficience dans le rendement.

Je vous serai obligé de porter ces considérations à la connaissance de tout le personnel européen et indigène de votre bureau, service ou circonscription. Les intéressés émargenteront l'exemplaire de cette circulaire qui vous est destiné.

Lomé, le 10 mai 1939.

Le Commissaire de la République,
L. MONTAGNE

DIVERS

Campagne du coton

Par arrêté n° 243 du :

5 mai 1939. — La date de fermeture de la campagne du coton dans les cercles de Sokodé et de Mango est fixée au 5 mai 1939.

Conseil d'administration du Vicariat Apostolique de Lomé

Par arrêté n° 234 du :

3 mai 1939. — Sont agréés comme membres du conseil d'administration chargé de la gestion des biens du Vicariat Apostolique de Lomé, les missionnaires dont les noms suivent :

Monseigneur Cessou Jean-Marie, Vicaire Apostolique	Président
Révérant Père Keimer Herman	vice-président
Révérant Père Riebstein Emile	} Membres
Révérant Père Girard Henri	

Enseignement**Vacances**

Par décision n° 327 du :

30 avril 1939. — Les vacances de fin du 1^{er} trimestre 1939 sont reportées, dans les écoles élémentaires, à la période du 4 juin inclus au 15 juin inclus.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 249 du :

12 mai 1939. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Komi Afangbedji, né vers 1910 à Lomé (cercle de Lomé) de Afangbedji et de Ditowokui, condamné à 6 mois d'emprisonnement pour attentat à la pudeur et à 6 mois de prison, cumulativement avec la peine précédente, pour rébellion par les jugements nos 15 et 17 en date du 28 janvier 1939 du tribunal du 1^{er} degré de Klouto.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 314 du :

27 avril 1939. — La Deutsche Togo Gesellschaft est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir des dépôts de produits pharmaceutiques dans les boutiques dont la liste suit :

LISTE N° 1**Lomé**

Boutique principale — Rue du Maréchal Galliéni — Gérant : M. Robert Creppy.

Boutique — Grand marché (Sud) — Gérant : M. Paul Akpabie.

Boutique — Grand marché (Nord) — Gérant : M. Joseph Dossavi.

Boutique — Rue d'Amoutivé — Gérant : M. Michel Kalife.

FACTORERIES

Noépé — Gérant : M. Samuel J. Kuewor.

Anécho — Boutique Kodji — Gérant : M. Antonio de Souza.

Anécho — Boutique Many — Gérant : M. Andréas Tossou.

Atakpamé — Boutique Gnagna — Gérant : M. Peter d'Almeida.

Atakpamé — Boutique Woudou — Gérant : M. Joseph Ayité Ahyi.

Atakpamé — Boutique Lekoba — Gérant : M. Ben Dotsey.

Nuatja — Gérant : M. Joseph Mihluedo.

Tsévié — Gérant : M. Peter Lawson.

Assahoun — Gérant : M. Ch. Messa Placa.

Par décision n° 363 du :

12 mai 1939. — La Maison John Holt & Company Limited est autorisée, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir des dépôts de produits pharmaceutiques dans les boutiques dont la liste suit :

LISTE N° 2**Lomé**

Boutique principale — Rue du commerce — Gérant : Mme. S. Louis.

Boutique — Rue d'Amoutivé N° 1 — Gérant : M. Ketonou Bernard.

Boutique — Rue d'Amoutivé N° 2 — Gérant : M. Ameziah Alfred.

Boutique — Rue du Maréchal Galliéni — Gérant : M. Edoth Godfroid.

Boutique — Rue d'Amoutivé N° 3 — Gérant : M. Souzey Venceslas.

Boutique — Rue d'Amoutivé N° 4 — Gérant : M. Adzakey Michel.

Boutique — Rue de la gare — Gérant : M. Attikossie S. S.

FACTORERIES

Noépé — Boutique — Gérant : M. Gohoho Doé Edward.

Assahoun — Boutique — Gérant : M. Duevi Henri.

Tsévié — Boutique principale — Gérant : M. Acolatse Moses.

Tsévié — Boutique Flawo — Gérant : M. Fiawo Emmanuel.

Agbélouvé — Boutique — Gérant : M. d'Almeida Emmanuel.

Atakpamé — Boutique du marché — Gérant : M. Ali-pui Gabriel.

Atakpamé — Boutique quartier Lumor — Gérant : M. Kumedzo Johannes.

Atakpamé — Boutique quartier Haoussa — Gérant : M. Locoh John.

Anécho — Boutique quartier Fantécomé — Gérant : M. Amenyah Clemens.

Anécho — Boutique gare — Gérant : M. Ohin Johannes.

Palimé — Boutique Rue de Hô — Gérant : M. Hlo-mador Emmanuel.

Palimé — Boutique Rue de Lomé — Gérant : M. Dossou Paul.

Palimé — Boutique Rue de la gare — Gérant : M. Apaloo Michel.

Palimé — Boutique Rue de Misahoe — Gérant : M. Apaloo Michel.

Rôles

Par arrêté n° 230 du :

27 avril 1939. — Sont approuvés et rendus exécutoires certains rôles de l'exercice 1939 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme de cent vingt six mille huit cent quarante neuf francs vingt cinq centimes :

Par arrêté n° 246 du :

10 mai 1939. — Est complétée comme suit la liste N° 1 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : « Saidia menthol remedy ».

N° du rôle	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
76	Tsévié	Licences	2.700,—	2.700,—
77		Véhicules	1.515,—	1.515,—
78		Armes	56,—	56,—
78 ²	Sokodé	Armes	180,—	180,—
79		Impôt indigène	60,—	
		Rachat prestations indigène	20,—	80,—
80		Impôt indigène	8.280,—	8.280,—
81		Population flottante	720,—	720,—
82	Lama-Kara	Patentes	6.150,—	6.150,—
83		Rachat prestations indigène	3.250,—	3.250,—
84		Véhicules	2.370,—	2.370,—
85		Armes	320,—	320,—
86		Impôt personnel et taxe additionnelle	2.136,—	
		Rachat prestations européen	360,—	
		Armes	20,—	2.516,—
87	Klouto	Impôt indigène	17.520,—	17.520,—
88	Mango	Impôt personnel et taxe additionnelle	4.488,75	
		Rachat prestations européen	200,—	
		Armes	60,—	4.748,75
89	Lomé (subd.)	Impôt indigène	525,—	
		Rachat prestations indigène	90,—	615,—
90		Patentes	725,—	725,—
91		Licences	1.150,—	1.150,—
92	Lomé (ville)	Véhicules	2.910,—	2.910,—
93		Armes	8,—	8,—
94		Impôt indigène	435,—	
		Rachat prestations indigène	95,—	
95		Centimes additionnels (C. M.)	21,75	551,75
		Population flottante	150,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	7,50	157,50
96		Patentes	150,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	7,50	157,50
97		Taxe sur les chiens	220,—	
98		Centimes additionnels (C. M.)	11,—	231,—
		Véhicules	5.715,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	285,75	6.000,75
99		Armes	640,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	32,—	672,—
100		Impôt foncier	18.645,—	
		Centimes additionnels	932,25	
		Taxe ordures	11.191,50	30.768,75
101	Lomé (trésor)	Licences	175,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	8,75	183,75
102		Patentes	600,—	
		Centimes additionnels (C. M.)	30,—	630,—
103	Mango	Impôt indigène	12.790,—	12.790,—
104		Population flottante	8.820,—	8.820,—
105		Rachat prestations indigène	112,50	112,50
106		Véhicules	915,—	915,—
107		Patentes	8.825,—	8.825,—
108		Armes	220,—	220,—
TOTAL			126.849,25	126.849,25

La date de mise en recouvrement de ces rôles a été fixée au 29 avril 1939.

Vente des arachides

Par décision n° 334 du :

2 mai 1939. — La vente des arachides tant sur les marchés qu'en dehors des marchés est interdite pour compter du 1^{er} mai 1939 dans les cercles de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé et Mango.

Prix de gros de diverses marchandises

			22 Avril 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—
Avoines	—	—	97,50
Seigles de Beauce (départ)	—	—	115,—
Orge de Beauce (départ)	—	—	98,—
Mais Indochine	Marseille	—	124,75
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	75,—
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	128,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	610,—
Bœuf	La Villette	kg.	9,90
2 ^e — qualité	—	—	8,70
Veau	—	—	16,60
2 ^e — qualité	—	—	15,—
Mouton	—	—	19,70
2 ^e — qualité	—	—	15,60
Porc	—	—	12,86
2 ^e — qualité	—	—	11,86
Vin rouge, Béziers 9°		Le degré hectol.	—
Beurre	Paris	kg.	21,82
Charente, Poitou	—	—	20,88
Normandie, (centr.)	—	—	13,46
Fromages	—	—	10,42
Comté	—	—	—
Port-salut	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	500,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—
Sucre	Paris	—	349,25
Blanc n° 3	Lyon	—	617,50
Raffiné	—	—	—
Café Santos good à l'entrepôt	Le Havre	50 kgs.	215,25
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	194,—
Fonte de moulage n° 3	Bas Longwy	la tonne	620,50
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	168,—
Cuivre en lingots	Le Havre	—	984,—
Etain Détroits	—	—	4.672,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	339,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	328,75
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	183,—
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	397,50
Laine peignée	Roubaix	kg.	34,10
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.505,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	712,50
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	482,—
Soie grège Cévennes	—	—	—
Peaux de bœufs	Lyon	kg.	217,50
Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	305,83
Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	245,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	41,—
Suif indigène	—	100 kgs.	270,—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	365,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	100,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkerque	—	133,—
Benzol	Paris	—	213,50
Bois de charpente	—	le mètre	9,50
Sapin madrier	—	le m3.	670,—
Chêne	—	kg.	13,75
Caoutchouc	—	—	—
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	335,—
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	305,—
Ciment Portland artificiel	Départ usina	la tonne	307,60

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Diplôme d'ingénieur des arts et métiers pour le concours des adjoints des services civils

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret du 7 mai 1938 fixant les conditions de recrutement des agents des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat;

Vu l'arrêté du 16 mai 1938 déterminant les conditions du concours pour le recrutement des adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat, modifié par arrêté du 17 juin 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le diplôme d'ingénieur délivré à la suite des études effectuées dans les écoles nationales d'arts et métiers est incorporé à la suite du brevet d'officier des armées actives de terre, de mer et de l'air dans la liste des diplômes exigés par l'arrêté du 17 juin 1938 (art. 2) pour être admis à prendre part aux épreuves du concours pour le recru-

tement des adjoints des services civils des colonies autres que l'Indochine et de ceux des territoires sous mandat.

ART. 2. — Le directeur du personnel et de la comptabilité du ministère des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 mars 1939.

GEORGES MANDEL.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Cours officiel des changes

25 avril 1939

Livre sterling	176,73
Dollar	37,75
Mark	15,17
Belga	6,35
Franc suisse	8,47

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Climatologie ⁽¹⁾

MARS 1939

DATES	LOME			NUATJA			ATAKPAME			PALIMÉ			KLOUTO (6)			SOKODÉ			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO			
	(2) Pressions	(3) Temps.	(4) Hygr.	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	(5) Pressions	Températures	Hygrométries	
1	07,9	27,7	79	92,1	29,3	66	71,1	28,2	47	27,9	69	57,8	27,5	58	62,7	27,9		22,1	27,2	17	58,5	29,8	11	94,1	30,3			
2	07,3	27,6	83	91,0	29,6	61	70,1	28,3	58	27,7	68	57,3	26,7	67	62,3	28,1	43	21,9	28,3	26	57,4	29,4	10	94,7		10		
3	07,7	29,0	79	91,3	29,0	73	70,6	29,0	66	27,0	74	57,9	28,9	80	63,3	28,3	58	23,1	26,8	59	58,2	29,5	33		29,0	16		
4	08,2	28,3	80	91,3	29,8	60	70,2	30,1	71	28,3	69	58,2	27,6	77	63,7	29,3	58	23,1	27,5	39	58,1	30,2	24			21		
5	08,3	28,1	80	92,6	26,0		70,0	25,0	85	25,0	70	50,5	25,3	88	51,3	28,9	51	22,9	26,8	51	59,9	29,7	56	94,7	30,2	31		
6	08,5	28,0	79	92,9	27,0	78	70,7	29,1	55	28,8	64	59,4	25,4	76	63,3	29,1	43	22,8	27,2	63	60,9	29,4	50	93,9	31,2			
7	08,5	29,1	82	93,1	28,2	89	70,7	26,6	87	27,5	78	59,1	26,1	85	64,1	27,8	55	23,1	26,1	71	61,0	30,2	46	92,7	31,4			
8	07,9	26,3	77	92,7	27,0	76	70,0	29,2	60	26,6	88	58,0	26,5	68	64,5	26,2	49	22,7	23,7	45	60,9	28,8	41	92,7	31,5			
9	07,8	28,1	79	92,1	28,7	79	70,6	27,5	68	27,2	71	58,2	25,5	84	63,5	28,1	20	22,3	26,6	18	60,1	28,8	16	93,1	29,5			
10	07,8	28,4	77	92,7	30,3	69	69,8	28,7	69	28,9	77	58,2	26,7	70	63,0	29,1	43	22,0	27,3	37	59,3	29,0	27	93,1	30,3			
11	08,2	27,6	79	92,7	28,7	75	69,9	28,0	66	27,5	76	58,7	24,7	74	61,7	29,4	47	21,6	28,2	57	58,9	30,6	48	93,1	27,0			
12	08,5	27,6	79	91,9	29,2	67	69,7	29,3	63	27,7	64	59,3	27,3	60	63,5	29,2	80	22,0	24,7	77	59,5	30,8	65	94,2	26,9			
13	09,0	27,8	73	92,6	27,0	64	71,1	27,0	70	26,9	71			60	63,9	27,3	51	22,8	24,9	62	61,0	29,4	52	94,2		47		
14	08,3	27,5	81	91,7	29,6	80	71,1	28,3	64	27,3	68	58,6		69	62,7	28,0	60	22,0	25,0	64	60,6	29,9	66	94,3	27,2	53		
15	08,2	28,2	78	91,8	29,0	78	70,3	29,4	67	28,1	65	59,1	26,4	83	64,1	27,0	64	22,1	24,1	68	60,1	29,4	59	94,3	27,1	41		
16	07,4	27,3	77	90,9	27,6	74	70,2	26,8	72	26,6	77	58,1	25,3	78	62,1	29,0	55	21,6	25,0	69	59,0	30,7	55	93,3	28,4	44		
17	08,2	28,0	78	92,3	28,7	83	70,5	28,3	67	27,8	70	58,5	26,4	79	62,5	29,1	80	22,1	26,4	63	59,3	30,8	68	93,5	28,5	46		
18	07,9	27,6	81	92,3	29,4	77		28,4	65	28,0	64	58,9	26,6	74	61,9	28,7	50	22,5	25,1	69	59,5	30,0	60	93,3		49		
19	07,4	27,4	82	90,6	28,8	76	70,5	28,3	68	26,7	78	58,0	26,7	80	62,1	29,3	70	21,2	25,3	67	59,0	29,3	71	93,0		62		
20	07,0	28,4	79	91,5		68		28,3	73	80,6	27,3	82	59,0	26,0	83	62,9	29,3	62	22,3	25,5	71	60,2	29,9	64	94,2	28,2	57	
21	07,8	28,5	79	91,4	30,6	80	70,9	28,7	94	80,7	30,1	78	58,6	27,4	79	61,8	27,3	65	21,7	24,2	60	59,9	29,3	68	94,1	28,8	20	
22	09,0	28,8	79	92,5	29,1	60	70,7	29,0	56	81,9	26,0	71	59,3	26,4	70	63,0	29,5	59	22,0	26,1	52	60,3	31,8	30	94,1		36	
23	08,5	28,2	82	92,3	30,8	71	70,9	29,8	50	80,7	29,8	70	59,1	27,3	71	63,4	28,8	50	22,8	25,9	58	61,5	30,7	45	94,7	29,1		
24	08,6	27,9	83	93,0	29,9	68	70,7	30,1	58	81,4	28,3	67	59,0	26,5	77	63,3	29,0	52	22,5	26,8	47	61,7	29,8	32	94,9			
25	09,1	27,9	81	93,3	29,5	72	70,9	29,1	80	81,7	27,5	74	59,0	27,2	87	63,7	29,7	59	22,8	26,4	54	61,3	30,7	45	94,1		47	
26	07,7	26,2	81	91,7	27,2	71	71,0	29,9	67	81,4	26,8	72	58,9	25,1	71	63,1	22,7	67	22,0	26,4	52	60,1	29,9	47	93,4		45	
27	07,4	27,2	79	91,0	29,4	67	70,7	28,5	66		29,3	70	58,2	27,2	69	61,5	29,9	52	21,5	22,4	53	58,9	29,9	54	93,0		47	
28	07,0	28,1	81	91,0	28,9	80	69,8	28,6	64		27,2	78	57,4	26,5	74	60,9	29,6	57	31,0	26,8	71	59,4	29,5	70		33,3	60	
29	06,6	28,0	73	90,3	28,4	73	70,1	28,0	75		26,7	75	50,7	25,4	83	61,3	27,5	70	21,3	21,9	79	61,0	25,8	70	93,1	28,0	76	
30	06,3	28,2	81	89,9	29,0	72	70,1	28,7	77		27,0	67	57,0	26,0	78	61,1	29,3	64	20,4	25,1	73	58,3	28,7	54		31,1	52	
31	06,0	27,3	77	89,3	27,2	74	69,0	26,7	67		28,0	58	55,9	25,3	76	60,5	28,6	60	10,9	24,8	68	57,5	27,5	31		33,0	40	
Moy	07,0	27,1	79	91,8	28,8	72	70,5	28,2	67	81,3	27,7	71	58,5	26,3	76	62,7	28,4	56	22,0	25,7	57	59,7	29,5	48	93,9	29,5	44	

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 1.000 +

(5) En millibars, corrigés à 0° et g normal : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %.

Mars 1939

PLUVIO

DATES	LOMÉ	ANÉCHO	AKLAKOU	ATTOGON	TABLIGO	TCHÉKPO-DÉDÉKPO	TSEVIÉ	AGBELOUVÉ	MISSION-TOVÉ	ASSAHOUN	GLÉROVÉ	PALIMÉ	KLOUTO (7)	KPÉLÉ-GOUDÉVÉ	DAYE-KARPA	NUATJA	AMLAMÉ
1											33,6						
2																	
3		2,3	6,9	60,8	29,0	G			5,9			G	1,8				
4						14,0				3,9		2,3					
5	1,9	1,7	10,8	3,2					2,9		23,9	G					
6								11,1				G				18,1	
7		G		2,6				5,8	14,0			46,8	46,9	14,3	22,4	7,1	7,5
8											17,4	G	5,9				
9								G			13,9						
10							7,5					8,0	37,2				
11								11,5									
12											38,1	3,5					66,5
13																	
14														13,8	6,4	2,0	
15	2,3	2,8	2,1	4,3	1,0	4,5	30,8	31,5	16,0	20,3	42,1	21,0	27,5	21,6	21,9	1,0	7,0
16																2,0	
17												10,0		20,1	10,1		
18								1,3									
19							3,5	4,0			36,2	G		1,8	8,5		
20																	
21					17,3		16,3			29,5		15,2	5,8				
22																	
23						3,5					G						
24				3,2									G	0,6	5,2		
25	G	0,9	6,7		37,3	93,8	25,6	31,5	38,1	7,4		35,3	30,8	16,0	12,5	59,0	9,5
26																	
27																	
28																	
29			20,8	19,3													G
30					7,5			15,0				2,9	18,9	26,0	37,2	24,5	4,5
31	32,3		40,5			20,0		21,2	22,5	37,0			19,5			14,0	
TOTAL	36,5	7,7	87,8	93,4	92,1	135,8	83,7	132,9	99,4	98,1	205,2	145,5	194,3	114,2	124,2	127,7	95,0
depuis le 1 ^{er} Janvier 1939	55,6	13,9	120,3	231,4	177,7	211,5	179,4	263,9	192,0	247,0	222,5	270,3	316,1	179,0	203,2	251,9	229,7

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres. — (7) Anciennement Misahoé — G. : Gouttes.

METRIE (6)

Mars 1939

ATAKAMÉ	OKOU	KLABÉ	YÉGUÉ	KPESSI	BLITA	TCHAMBA	SOKODÉ	BASSARI	GUÉRIN-KOUKA	ALEDJO	LAMA-KARA	PAGOUDA	KANDÉ	MANGO	DAPANGO	DATES
							4,5			G						1
										2,6	G					2
71,4	4,1	7,5	G	21,3	3,0	0,5				G						3
										G						4
										G						5
	0,5															6
																7
100,0			35,8		81,5	2,1	8,0			35,2			10,2	G		8
	27,0			25,0												9
					8,4	1,5		5,3		8,0	17,5					10
24,2	6,7								9,4							11
		63,7														12
																13
										5,1	G	0,2				14
6,6	23,3		14,0			11,8	7,5	2,0			12,0			G		15
		12,3						4,0			8,0					16
										16,2						17
																18
																19
4,2	34,9	12,1			10,2											20
			8,2													21
				35,0				12,0			1,0		11,7			22
								7,0	2,8	1,6	23,3	4,5	0,3	3,2		23
9,2	G								11,9	30,8		20,2			16,2	24
40,9	5,5			15,0	6,3											25
		3,6	48,9													26
256,5	102,0	99,2	106,9	96,3	109,4	15,9	20,0	30,3	24,1	99,5	61,8	24,9	22,2	3,2	16,2	27
372,7	184,4	158,8	238,6	99,7	196,3	82,8	116,5	99,3	69,0	117,0	92,3	107,9	32,7	24,7	16,2	28
																29
																30
																31
																TOTAL
																depuis le 1er Janvier 1939